

L'économie sociale : une opportunité pour les secteurs d'UNESSA

L'UNESSA a participé ces 12 et 13 février 2024 à la [rencontre européenne Social Economy Europe à Liège](#) : « L'économie sociale au cœur des transitions ».



600 personnes, 40 entreprises et pas moins de 19 délégations européennes ont mis l'économie sociale à l'honneur pendant 2 journées inspirantes, riches en échanges et en engagements !

L'économie sociale en Europe c'est 8% du PIB. En Belgique, elle représente 1 emploi sur 8 soit plus de 400 000 postes dans des structures à impact social de toutes tailles et de tous secteurs. Face aux crises économiques, sanitaires ou climatiques, l'économie sociale a su marquer sa résilience et sa pertinence pour apporter des solutions et proposer un modèle socioéconomique où l'humain et le bien commun priment sur les profits individuels.

L'économie sociale au sein d'UNESSA c'est 24 centres d'insertion socio-professionnels en Wallonie et à Bruxelles formant et accompagnant chaque année plusieurs centaines de personnes éloignées de l'emploi. Notre Fédération croit plus que jamais en la force de ce modèle capable de se déployer au-delà de l'ISP au sein de tous nos secteurs. L'enjeu : renforcer la gouvernance démocratique au sein de nos institutions affiliées tout en innovant dans les modalités et la diversité de financements au service de l'ensemble des parties-prenantes : travailleurs, usagers, bénéficiaires et partenaires associés.

UNESSA suivra de près la prochaine législature européenne où l'économie sociale aura une place prépondérante. La rencontre Social Economy Europe a en effet abouti à la signature d'une feuille de route européenne pour les 5 prochaines années : "[Liege Roadmap](#)" pour asseoir le modèle d'Economie



Sociale (ES) en Europe, par laquelle les ministres européens en charge de l'Economie sociale invitent le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne à :

- Donner une place centrale de l'économie sociale dans le programme de travail de la prochaine Commission Européenne avec notamment un commissaire dédié
- Assurer un égal accès à l'ensemble des instruments de financements et fonds européens
- Faciliter l'accès à la commande publique à travers le recours renforcé aux critères d'utilité sociale et environnementale
- Adapter le régime des aides d'État via l'intégration d'une exemption spécifique bénéficiant aux acteurs de l'économie sociale
- Renforce et coordonne le développement d'outils statistiques permettant de mieux mesurer les impacts de l'Economie sociale, de mieux la connaître afin d'en soutenir davantage le développement.